

# d'une historienne

**Geneviève Gavignaud-Fontaine**

Les historiens ruralistes ont ponctué leur parcours de jalons à l'intersection des sciences humaines, sociales et économiques ; ils ont particulièrement privilégié le dialogue avec les agronomes, et ils sont heureux de le poursuivre aujourd'hui.

Un dialogue qui ne saurait encourager à un quelconque impérialisme de l'une des disciplines sur l'autre : chacune se présente dans sa spécificité, avec les champs d'études et les méthodes qui lui sont habituels. Aucun véritable dialogue ne se réduit cependant à un seul échange de courtoisie ; celui qui se poursuit aujourd'hui peut contribuer à élargir les horizons pour tous, historiens et agronomes en chantiers d'études sur la même ruralité agricole.

Ainsi sont-ils invités à réfléchir, ensemble, sur l'interaction des deux disciplines – histoire et agronomie –, et à décider sur quelles bases ils peuvent cheminer ensemble. Surtout s'ils entendent dépasser le seul fait de mettre les actions sur le terrain au compte des agronomes, et la mémoire desdites actions au compte des historiens. Le débat tournerait court s'il n'était canalisé en termes de « continuité » et « ruptures », thématique qui permet de poursuivre le dialogue en termes de « durabilité ».

Paul Robin dira ci-après, en tant qu'agronome, sa façon d'analyser le débat ainsi ouvert ; il m'appartient de le faire en qualité d'historienne. Dans cette mission, ô combien délicate, s'impose d'abord la présentation de quelques-uns des concepts fondateurs de la méthode historique – en tout cas ceux pratiqués par l'auteur de ces lignes ; ensuite, il convient de comprendre dans quelle mesure pourrait se prolonger un début de cheminement commun.

## Les fondamentaux de l'historien ruraliste

D'abord précisons le rôle de l'historien, tel qu'il semble largement partagé par la profession : observer, classer, analyser des faits authentiques, attestés par les documents, afin de rendre intelligible, pour le transmettre, le passé. C'est-à-dire, pour le moins, rendre à la société la mémoire de son passé. Rôle qui peut être complété par une réflexion sur ce qui, de l'expérience des hommes, peut éclairer leur avenir. Spécialiste du vécu, attentif aux concordances, interactions et ruptures saisissables à la seule échelle du temps long, l'historien relie alors le passé au présent.

C'est, en vérité, tout un programme que celui de la science historique ainsi conçue comme centrée sur la vaste réalité, passée et présente. Pour s'efforcer de le remplir, les praticiens ont à leur disposition plusieurs outils ; les générations précédentes les ont forgés en liens plus ou moins serrés avec les recommandations faites par l'école des Annales<sup>1</sup>. Celles-ci sont bien connues, rappelons-les succinctement :

- recours à la longue durée ;
- prise en compte des masses populaires (plus, il est vrai, en tant que masses que somme d'individualités) ;
- pluridisciplinarité ;
- intérêt porté aux faits économiques en particulier, et aux faits en général, qu'ils quantifient volontiers.

La méthode est apte à saisir le « fait global », et à supporter des adaptations, à condition de respecter l'attention à porter « au social » dans « le temps long ». Rien ne s'oppose, en outre, à ce que la « masse » soit considérée comme somme d'individus ou de personnes.

---

<sup>1</sup> Lucien Febvre et Marc Bloch fondent, en 1929, la revue *Annales d'Histoire économique et sociale* ; cf. Geneviève Gavignaud-Fontaine, « La méthode historique des Annales à l'épreuve des sociétés rurales contemporaines », in : Charles Olivier Carbonell, *Une passion pour l'histoire*, Toulouse, Privat, 2002, pp. 183-196.

## *Le poids de la société... et de l'homme*

L'historien est donc invité à faire intervenir les diverses disciplines de l'existence en général : sciences de la terre, de l'homme, de la société (économie et politique incluses) sont mises à contribution. Cependant, les divers recours à la géographie, démographie, économie, agronomie, sociologie, psychologie, politique, philosophie... ne se font pas sans adaptations spécifiques.

Ainsi, lorsqu'il fait de « l'histoire économique », l'historien n'agit pas en économiste<sup>2</sup>, mais en praticien de la société conscient de l'importance de l'économie : ce qui l'intéresse au premier chef, ce sont les hommes, les sociétés qu'ils constituent, lesquelles s'inscrivent, avec leur fonctionnement économique, dans le temps, comme en témoignent les thèses d'histoire rurale faites dans la mouvance de ladite école.

Celles-ci se sont montrées, au fil des ans, plus ou moins attentives à la masse, et donc plus ou moins soucieuse de chaque homme en particulier. Le fait de prendre en compte sur le terrain, soit le passé ou le devenir d'hommes et de femmes précis et précieux – les personnes –, soit celui d'individus anonymes fondus dans « la masse », introduit une différence de taille pour distinguer des travaux d'inspiration socialiste<sup>3</sup> ceux qui relèvent d'une orientation personnaliste<sup>4</sup>. Ceux qui optent pour la prise en compte des seuls « individus », autonomes, expriment plus spécifiquement une conception libérale (dite aussi néo, voire ultra-libérale) de l'économie<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> Ce qui peut leur être reproché. L'influence de la *New economic history* a peu marqué la recherche historique française.

<sup>3</sup> Conception sociologique selon laquelle la société est un agrégat d'hommes constitués en classes, aux intérêts nettement désignés, et communs à l'ensemble des groupes respectifs.

<sup>4</sup> Conception selon laquelle l'homme est antérieur à la société, et doté d'une valeur unique qui en fait une personne. Cf. la philosophie personnaliste de Mounier.

<sup>5</sup> Conception qui fait de l'homme un rouage de l'économie mise au service des plus performants.

Nonobstant ces divergences, dont il faut convenir qu'elles sont de taille à nuancer l'influence d'une école, les historiens ruralistes sont nombreux à inscrire leur recherche dans une longue durée, parfois multiséculaire, de façon à disposer d'éléments de référence dans la continuité, et faire ressortir avec le plus de relief possible les ruptures qui l'affectent.

### *La force du temps*

L'enseignement de Fernand Braudel<sup>6</sup> s'est révélé particulièrement fructueux en la matière ; la mise en perspective d'une temporalité à trois vitesses a permis :

- de maintenir l'attention sur le temps individuel, mesurable à l'aune d'une génération et de ses conjonctures ;
- de dégager la force du temps social, celui des civilisations et de leurs structures à longue respiration ;
- sans perdre de vue le temps des réalités géographiques, plus lentes à se mouvoir.

L'historien dispose, de la sorte, d'un instrument de mesure pour avancer dans sa recherche : le « temps long », « longue durée » ou « continuité historique ». Le temps, dont l'histoire est indissociable, confirme, ou infirme, l'efficacité des orientations et actions mises en œuvre pour corriger les conjonctures (temps court), les structures (temps long).

Dire que l'historien inscrit l'homme, et les sociétés qu'il forme, dans le temps, conduit à souligner une forte différence avec ceux qui l'inscrivent sur l'espace en général, et le seul espace économique en particulier.

Car le temps écoulé éclaire les résultats du cheminement de l'homme sur terre, avec référence à la valeur de l'expérience ; de même, l'historicité<sup>7</sup> d'un projet temporel de société autorise à en

---

<sup>6</sup> Fernand Braudel, 1902-1985; historien, professeur au Collège de France, directeur d'Etude H.E.S.S., Maison des Sciences de l'Homme. Cf. son abondante bibliographie.

<sup>7</sup> Caractère de ce qui est attesté par l'histoire. N'est synonyme ni « d'historisme » (considération de l'homme en tant que développement historique), ni « d'historicisme » (recherche de l'explication d'un phénomène à partir de sa place dans l'histoire).

mesurer les effets *a posteriori*. En conséquence, la méthode historique contrevient à l'examen d'un parcours de laboratoire, à l'analyse d'un présent sans passé ; elle incite à retenir du vécu ce qui a fait ses preuves : en somme, un plaidoyer pour une « pédagogie du progrès »<sup>8</sup>. Et ce n'est pas tout. La force de la logique temporelle sous-tend la logique rationnelle.

### *La logique des concordances*

Autrement dit, la prise en compte de la durée empêche de pouvoir dérouler constats et bilans, sans être attentifs aux éventuelles contradictions que ces derniers sont susceptibles d'introduire dans le raisonnement ; de même, le suivi de la continuité historique permet-il à l'historien d'éviter de réduire tout réalisme factuel à la seule empirie.

À partir des faits réels et attestés, mis en série, soumis à l'épreuve du temps, émerge une logique évolutive, non des théories spéculatives. Et sont spéculatives les théories qui, même échafaudées sur du concret, perdent rapidement tout contact avec la réalité. Maintenir la force du vécu dans la pensée conduit à garder quelque distance avec un raisonnement trop mathématique, si excellent soit-il dans l'absolu, et sans aucun doute efficace en d'autres domaines, mais pas toujours conforme aux sujets des sciences humaines<sup>9</sup>.

Les historiens n'en oublient pas pour autant de compter sur le terrain ; ils mesurent avec bonheur les effets sociaux des actions des agronomes, praticiens de l'exploitation rationnelle de la terre : la domination sur la nature, l'utilité de la technique, le souci de l'accroissement des denrées alimentaires, la formation et la diffusion d'un savoir ont porté, ici et là, d'heureux résultats.

Chacun sait qu'une saine nourriture favorise la régression des maladies et de la mortalité ; mais nul n'ignore plus que si priment les intérêts des marchés en vue de l'accumulation de richesses, qu'elle soit nationale ou monopolistique, les intérêts financiers

---

<sup>8</sup> H. Puel, *L'Economie au service de l'éthique*, Paris, Cujas, 1989, p. 120.

<sup>9</sup> « Ni quantophrénie, ni quantophobie » conseillait Jean Bouvier à ses élèves.

passent avant ceux des populations locales. Or ce sont elles que les historiens gardent en ligne de mire, quoi qu'il arrive. Il advient même que leurs intérêts soient reconnus supérieurs aux autres considérations.

Le décor est planté : l'homme occupe le centre de la scène historique, les faits concrets ne quittent pas la pensée de l'historien qui les met en série pour les dérouler dans le temps. Les faits sont têtus, ils ne supportent d'être ni gommés ni contournés, car leurs conséquences, elles, éclatent de plein fouet, comme pour mieux dérouter ceux qui en ont minimisé les causes. Avec des effets humains plus ou moins désastreux.

## ■ Du bon usage de la pluridisciplinarité

Chaque science a longtemps cheminé selon son propre rythme.

Pour chacune des sciences, le paradigme de base, ou matrice du savoir organisé, fournit, c'est une évidence épistémologique, l'armature conceptuelle, et détermine la problématique. L'émergence de faits nouveaux dans l'observation, de références nouvelles dans l'analyse, est en mesure, pour toutes disciplines confondues, de remettre en cause un savoir considéré comme acquis, voire doté d'une scientificité croissante.

Encore faut-il préciser qu'il ne s'agit pas seulement de doutes, de tâtonnements, ni de décalages, toutes choses communes dans la démarche intellectuelle. Il est ici question d'interrogations fondamentales – paradigmatiques – susceptibles de modifier les bases mêmes du savoir promu. De « crise ».

C'est ici qu'intervient le terme de « rupture », consécutive à la crise. Parler de rupture ne signifie pas faire seulement référence au changement qu'implique toute nouveauté technique ou scientifique ; cela impose d'intégrer le bouleversement que ne manque pas d'impliquer toute nouvelle référence de savoir.

## *L'impact des ruptures*

Ainsi la mutation qui s'opéra en France, au 18<sup>e</sup> siècle, fut-elle de taille à révolutionner les comportements intellectuels.

Le mouvement physiocratique l'illustre, avec l'impact qui fut le sien sur l'économie politique classique : il conduisit le docteur Quesnay<sup>10</sup> à faire de l'économie une branche autonome des autres catégories de l'existence sociale. Il appartient à Adam Smith, Stuart Mill<sup>11</sup> de renforcer la spécificité économique, tandis que François de Neufchâteau faisait l'éloge d'Olivier de Serres, comme pour mieux distinguer la pensée agronomique de la pensée économique.

Georges Lefebvre a mesuré l'ampleur de la nouvelle orientation : « à la préoccupation de la destinée eschatologique du genre humain [...] les agronomes ont substitué, comme préoccupation essentielle, celle du monde vivant tel qu'il existe, c'est-à-dire l'aménagement de la terre au profit de l'homme et bien souvent, je le reconnais, ils ont mêlé au désir de connaître et de la dominer, celui d'en jouir »<sup>12</sup>.

L'alliance très tôt conclue, plus ou moins effective, entre économistes et agronomes<sup>13</sup> mit un terme à trop d'hédonisme : les hommes

<sup>10</sup> Avec lui, Dupont de Nemours, Gournay, Turgot, Say... fondent leur pensée sur le règne de la nature et de son « harmonie universelle » ; les rapports économiques sont pris pour des relations naturelles entre les hommes. L'agriculture constitue la source première de richesses ; la libération des forces qui l'enserrent devrait permettre d'en démultiplier la quantité, pour le plus grand intérêt de chacun. En Angleterre, Adam Smith ouvre la liste des économistes « classiques ».

<sup>11</sup> Auteurs, respectivement de *Essai sur la nature et la cause de la richesse des nations*, 1776 et *Principes d'Économie politique*, 1848.

<sup>12</sup> Georges Lefebvre, *La Naissance de l'historien moderne*, Paris, Flammarion, Nouvelle Bibliothèque Scientifique, 1971, p. 52.

<sup>13</sup> L'Abbé Rozier accole « économique » à son « Cours complet d'agriculture théorique, pratique, économique » (Rééd. 1805) ; Chaptal traite de « l'Industrie agricole » dans *L'Industrie française* (1819) ; de Gasparin (1829-1841), Briaune (1857) et de Lavergne (1860) traitent d'« économie rurale » dans leurs ouvrages ou leurs cours. La référence à Gay-Lussac, Boussingault, Liebig fait ressortir des préoccupations sans doute autres qu'économiques, et notamment écologiques. Le lecteur trouvera dans les pages suivantes matière à compléter ces remarques.

politiques des temps modernes basaient la sécurité alimentaire sur la quantité des produits disponibles sur les marchés. La recherche d'une productivité toujours croissante rendit illimité le rôle dévolu à la technique ; l'agronome avait, plus que jamais, mission d'éduquer les agriculteurs en ce sens<sup>14</sup>. Une façon pour l'agronomie de resserrer les liens avec l'économie, tandis que les esprits les plus calculateurs s'efforçaient de réduire progressivement l'homme à une simple capacité d'intérêt matériel.

La réflexion et la discussion peaufineront, au gré de communications à venir, les programmes dressés contre la science économique dite « classique »<sup>15</sup>, qu'il soient d'inspiration socialiste<sup>16</sup>, alternative<sup>17</sup>, ou autre.

Le modèle fondé sur le libre équilibre des marchés, avec promesse de la satisfaction des besoins de chacun, s'est, en effet, vu contrarié par trop de distorsions entre, d'une part, l'harmonie théorique des conclusions et, d'autre part, le violent réalisme de certains faits de société.

Lorsqu'ils sont contredits par les faits, les paradigmes de référence font nécessairement subir quelques contradictions à l'exposé « scientifique » des chercheurs, même s'il n'est pas toujours aisé de le reconnaître. Certes, aucune science ne saurait se réduire à l'observation des faits bruts; mais elle ne saurait, non plus, trop longtemps les minimiser.

Pas plus qu'il ne serait contestable de mettre en évidence les adaptations de terrain : ici, se sont amplifiées des demandes de procédures collectives destinées à mettre plus de justice dans la répartition des ressources ; là, des projets politiques, établis sur des quêtes de

---

<sup>14</sup> Nicolas Tiquet, *Le rôle économique du professeur d'agriculture Marres, dans l'Aveyron*, mémoire de maîtrise, histoire contemporaine, université Montpellier-3, 2003.

<sup>15</sup> Ou encore orthodoxe, néolibérale, ultralibérale, voire turbolibérale.

<sup>16</sup> Entendu ici au sens politique du terme, avec, pour axes principaux, la lutte des classes et la négation du droit de propriété privée.

<sup>17</sup> Dans les années 1970 se développe, aux États-Unis, une « économie politique radicale » soucieuse de frayer une nouvelle voie. Ailleurs dans le monde se multiplient les mouvements altermondialistes.



mieux-être, incitent à mettre l'économie au service de la société, et celle-ci au service de chacun de ses membres, tous égaux en droits. La science économique perdrait-elle de sa légitimité à changer, à elle seule, le monde ? La liberté économique serait-elle viable sans justice sociale ?

## *Renouvellements méthodologiques et épistémologiques*

Autant dire que la prise en compte d'une « crise » est lourde de potentielle « rupture » dans la communauté scientifique. Les historiens ruralistes en ont fait l'expérience, à deux reprises au moins<sup>18</sup>. Certains d'entre eux s'étaient déjà engagés sur des pistes pionnières<sup>19</sup>, pour un parcours qui peut autoriser quelques remarques.

La première est d'ordre méthodologique, la seconde relève de l'épistémologie.

Si l'accord paradigmatique entretient une situation intellectuellement confortable, riche d'un langage commun et de communications aisées, l'irruption de nouveaux faits, l'impossibilité de les intégrer à l'analyse théorique en vigueur, fait courir le risque d'implosion méthodologique.

En effet, lorsque le raisonnement est bloqué, soit il suffit d'abandonner le fait qui pose problème – ce qui ne va pas sans poser de problème de conscience –, soit il convient d'introduire dans le processus scientifique de nouveaux critères d'analyse, de nouvelles procédures d'évaluation.

---

<sup>18</sup> D'une part, l'Association des ruralistes français, réunie à Gif-sur-Yvette en 1986, sous l'autorité du CNRS, fit l'amer constat d'« *une crise des études rurales* ». D'autre part, l'Association d'histoire des sociétés rurales organisa ses premières journées d'études nationales à Rennes, en 1994, sur le thème « L'histoire rurale en France : où en sommes-nous ? » Cf. *Histoire et Sociétés rurales*, n° 3, L'histoire rurale en France, 1995.

<sup>19</sup> Cf. G. Gavignaud-Fontaine, *La Révolution rurale. Essai à partir du cas américain* (U.S.A.), Le Coteau, Horvath, 1983. Idem, *La Révolution rurale dans la France contemporaine*, Paris, l'Harmattan, 1996.

Non sans prendre de précautions. La seule multiplication de recherches pratiques n'irait pas sans conséquences regrettables : l'éparpillement de la connaissance, la parcellisation du savoir, l'érudition réduite à elle-même, entretiendraient empirie locale et pragmatisme diffus, lesquels font perdre toute vue d'ensemble, et empêchent tout contrôle sur les conséquences des analyses trop isolées.

Une autre attitude consiste à élargir le champ épistémologique pour mieux cerner l'enjeu d'un « déblocage ».

C'est à ce carrefour que l'histoire peut se présenter, en complément et non en rivale de l'économie, riche d'une longue mémoire à mettre au service d'une réflexion constructive à partir des problèmes contemporains observés par bon nombre de praticiens des sociétés, quelle que soit leur formation scientifique d'origine.

Ainsi de nos jours assiste-t-on à la prise en compte de dimensions anthropologiques, historiques, culturelles, voire éthiques dans bon nombre de recherches en tous genres<sup>20</sup>. Et le savoir agronomique qui, comme toute science, progresse lorsque observation et théorie vont l'amble, sait, pour sa part, se montrer perméable à des concepts issus d'autres disciplines. Il l'a prouvé à maintes reprises.

Disposition d'esprit qui enrichit réciproquement la présente rencontre. Il serait regrettable que celle-ci se réduise pour les agronomes à la seule volonté de prendre en compte la périodisation des sciences économiques, en vue d'une histoire agronomique, si importante fût-elle.

### *Historiens et agronomes au service d'un développement raisonné*

Car l'agronomie mérite davantage que d'être introduite au conservatoire de la science. Elle peut et doit contribuer au renforcement

---

<sup>20</sup> En 2002, le prix Nobel de l'Economie échoit à Vernon L. Smith et à Daniel Kahnman ; celui-ci se prononce en faveur d'une théorie économique nouvelle, plus ouverte que par le passé aux autres sciences sociales et humaines, plus sensibles aux dimensions sociales. En termes peu couverts, l'auteur conteste l'hypothèse de l'absolue virtuosité mathématique d'une théorie économique taillée à la mesure de l'individu, et d'une rationalité mise au service exclusif de son seul intérêt personnel. Un premier pas, certes encore timide, mais néanmoins suffisamment novateur en ce courant pour être mentionné.

d'un réel «développement durable», celui qui, aux antipodes des gabegies quantitativistes et des dégradations de milieux, est en mesure de contribuer au développement économique et matériel, social et culturel des peuples. Une étroite collaboration entre agro-environmentalistes (gestion des ressources à longue échelle), économistes (production des richesses pour satisfaire aux besoins actuels et futurs), historiens (durée des sociétés), et élargie à d'autres disciplines, semble indispensable à un développement raisonné à vocation universelle.

Une raison autre que celle qui échafaude des théories sur des fragments de constats, une raison qui prenne en compte, tant que faire se peut, les données naturelles dans leur ensemble, et avec les incidences humaines et sociales qui sont les leurs.

Encore faut-il, pour nourrir le dialogue, que l'historien ne se pose, en aucun cas, en «donneur de leçons» ; il connaît trop les limites des savoirs qu'il forge dans la douleur existentielle pour courir ce risque. Et il sait avoir tellement besoin des résultats des autres sciences, dont l'agronomie, que l'idée d'une stupide supériorité ne lui viendrait pas à l'esprit.

Du côté des agronomes, fort pourrait être le désir d'envisager une lecture des autres savoirs – ici de l'histoire – conformément aux certitudes acquises dans d'autres thématiques, voire d'interpréter les faits pour continuer à se donner bonne conscience. Fort aussi le souci de faire de la théorie que ne justifient pas les faits actuels, la loi des faits passés... sans le vérifier en profondeur ! Et forte encore pourrait être l'ambition de dénaturer l'agronomie, en délaissant la parcelle pour le territoire, et en faisant de l'agronome le chef d'orchestre de l'organisation terrienne. Il y rencontrerait d'autres prétentions, pour le moins aussi légitimes que les siennes.

Gageons qu'historiens et agronomes se garderont de ces quelques écueils respectifs.

Plus sobrement, d'aucuns, quelle que soit leur discipline, semblent prêts à introduire des notions dites d'éthique, telles la responsabilité des acteurs de la science, ou encore la valeur humaine de ses conclusions. C'est à un autre débat qu'il faut les convier, avec les philosophes. Ces derniers sont assurément disponibles. L'heure de la pluridisciplinarité a donc réellement sonné pour orienter les recherches en direction du fait complet, par delà lequel se profile l'homme tout entier.